

A\_LA\_UNE

30/10/2025

# la lettre d'Emmanuel André « Face à une polycrise, les élus bruxellois abdiquent. Honte à eux »

---



D.R.

Après plus de 500 jours sans gouvernement à Bruxelles, des citoyennes et citoyens écrivent, dessinent et filment, pour « Le Soir », leur colère autant que leur espoir.

Face à une polycrise, les élus bruxellois abdiquent. Honte à eux. Des mois après les élections, Bruxelles reste en « affaires courantes » alors que les crises qui l'affectent se multiplient. Ce déni de responsabilité politique face à la gravité du moment crée un désenchantement profond et met notre vivre-ensemble en péril. Ce sont comme souvent les plus invisibles qui sont les plus impactés : les personnes les plus vulnérables et ceux qui travaillent à rendre leur vie un peu plus digne.

Ce vide politique devient d'autant plus inquiétant qu'il s'inscrit dans une polycrise sanitaire nouvelle. La capitale fait face à la montée des assuétudes, à une crise majeure de la santé mentale, au vieillissement accéléré de sa population, à une crise de l'accueil des personnes dites « sans papiers », à un nombre important de personnes sans abri. Ces réalités, déjà interdépendantes, nécessitent des politiques cohérentes, structurelles, intégrées. Or nous n'avons ni gouvernement, ni cap, ni moyens financiers suffisants. Et à cela s'ajoute l'imbroglie institutionnel de Bruxelles : quel Bruxellois sait ce que veut dire Vivalis, Iriscare, la Cocom ou la Cocof ? Ces acronymes représentent la faillite de la cohérence de la gouvernance de la santé à Bruxelles. Une ville rendue ingouvernable et incohérente. Un monstre qui a bien trop de têtes. Pendant ce temps, au quotidien, les associations de terrain, les structures de soins aux plus vulnérables, les acteurs du social et du médico-social sont continuellement confrontés à des retards et des incertitudes de financements. Ces organisations constituent pourtant le dernier filet qui permet à Bruxelles de maintenir la Santé publique, ce capital commun dont on tend à oublier la valeur. Le tissu associatif crée du lien, du soin, de la dignité pour des personnes qui font face à des problématiques complexes.

De par l'absence de compétence ou de courage – on ne sait plus quel mal les ronge – , nos politiciens imposent au réseau associatif de travailler dans la peur de devoir interrompre leurs missions, incapables de planifier, de recruter, de simplement continuer. Chaque retard dans le versement des subsides impacte massivement les trésoreries fragiles, déjà au seuil de la viabilité. Mais au-delà de l'aspect financier, ce sont les personnes, les professionnels que l'on décourage avec un système de subsidiation devenu erratique, arbitraire et incapable de s'inscrire dans une vision. Ce mode de fonctionnement est cruel et a de nombreux impacts déjà : de nombreuses personnes quittent leur travail faute de perspectives. Laissant un trou béant dans notre besoin impérieux de mobiliser et motiver des professionnels qui ont les compétences pour accompagner des publics très précarisés, de les « raccrocher » à une vie digne, à un état de santé auquel ils ont droit.

L'inaction politique amplifie les crises de façon concrète. Car lorsque les plus fragiles ne sont plus soignés, lorsque l'on interrompt des prises en charge médico-sociales, c'est tout le tissu urbain qui se déchire : les inégalités se creusent, le sentiment d'insécurité augmente, la confiance dans le collectif s'effondre. Action !

Emmanuel André, virologue

La reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une autorisation préalable de l'auteur, conformément Code de droit économique, Titre 5, Chapitre 2, que vous pouvez formuler à [droits@rossel.be](mailto:droits@rossel.be) en mentionnant le type de reproduction, sa destination et sa durée.